

Face à un gouvernement affaibli et aux ordres du patronat : **Reprendre l'offensive**



En ce 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs, nous sommes dans la rue pour crier haut et fort nos revendications :

Le 1^{er} mai doit marquer une première étape pour reprendre l'offensive toutes et tous ensemble :

- pour l'augmentation des **salaires** et des **pensions**
- pour le retrait de la réforme des **retraites** : **64 ans c'est toujours non !**
- pour un **autre budget**, qui prenne en compte les **impératifs sociaux et écologiques**
- pour une **paix juste et durable** en **Ukraine**, en **Palestine** et partout où des guerres sévissent.

Le patronat est à l'offensive. La mobilisation pour forcer les salarié·es des boulangeries à travailler le 1^{er} mai en est une illustration. Mais il se livre surtout à des centaines de milliers de licenciements dont une grande majorité n'a pour objectif que de maximiser les dividendes versés aux actionnaires. Alors que les entreprises du CAC 40 ont réalisé plus de 130 milliards d'euros de bénéfices en 2024, le gouvernement continue de vouloir faire les poches des travailleurs et travailleuses tout en coupant dans les budgets des services publics. Au prétexte des annonces et mesures délétères de Trump, il veut nous infliger la sanction supplémentaire d'un "effort de guerre" mené au détriment de nos conquises sociales qui viendrait encore aggraver les politiques actuelles. Secteur social, éducation, hôpital, culture, petites lignes SNCF... les exemples de coupes budgétaires dans nos services publics ne manquent pas et cela concerne l'ensemble de la population qui en est usagère.

Contre la **réforme des retraites** : la mobilisation continue

La réforme des retraites imposée par le gouvernement en 2023, malgré une mobilisation historique et majoritaire, reste un dossier ouvert. C'est un acquis de cette mobilisation. Aujourd'hui, la colère ne faiblit pas. Le « conclave » organisé par le gouvernement pour discuter de l'avenir du travail n'est qu'un théâtre cynique, un espace de communication qui tourne le dos aux véritables enjeux : partage des richesses, réduction du temps de travail, revalorisation des salaires, égalité entre les femmes et les hommes et démocratie dans

les entreprises. Nous refusons d'être les figurant·es d'un simulacre de dialogue social. Pour nous, rien ne se négocie dans l'ombre avec les ennemis des droits sociaux. Nos conquêtes se font dans la rue, dans les entreprises, sur les lieux de vie. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires a refusé d'y participer et boycotte les réunions. Sur ce sujet comme sur tant d'autres, les avancées ne viendront que de nos luttes. **Rien ne se négocie sans rapport de force, tout se gagne !**

13 mai : en grève dans la Fonction publique

Dans la fonction publique, les attaques pleuvent depuis longtemps : gel des salaires, toujours moins de moyens, reculs sur les services publics. À l'automne, le gouvernement a voulu imposer deux jours de carence supplémentaires. C'est notre forte mobilisation collective et la journée de grève du 5 décembre qui ont permis de faire reculer le gouvernement.

Alors le 13 mai, il faudra être toutes et tous en grève à nouveau pour la suppression de tout jour de carence, la suppression de la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire, le rétablissement de la GIPA, une véritable revalorisation salariale, des créations d'emploi et un plan massif de titularisation pour redonner de l'air aux services publics etc.

Des luttes locales aux victoires collectives

Malgré les attaques, les travailleuses et les travailleurs s'organisent et gagnent. Ces derniers mois, partout dans le pays, des luttes ont vu le jour et remporté des victoires dans la logistique, le social, la territoriale, l'industrie...

Ces luttes montrent que rien n'est jamais joué d'avance, que l'organisation collective paie, et que même face à un patronat triomphant, nous avons des forces : notre solidarité, notre intelligence collective, notre combativité, et surtout la grève.

S'organiser, se syndiquer : construire une force populaire

Avec ce gouvernement ou un autre, aucun droit ne sera « offert ». Face à un gouvernement qui gouverne pour les plus riches, face à des patrons qui spéculent sur nos vies, face à un système qui détruit les solidarités et la planète, nous n'avons qu'un moyen de riposte : l'organisation collective. **Se syndiquer, c'est refuser l'isolement.** C'est se défendre et défendre les autres. C'est faire entendre une autre voix. C'est aussi construire un autre modèle, plus démocratique, plus écologique, plus égalitaire.

L'Union syndicale Solidaires est un syndicat de lutte, de transformation sociale, féministe, antiraciste, écologiste, antifasciste. Un syndicat de terrain, ancré dans les entreprises, les services publics, les quartiers. Un syndicat qui refuse les compromissions et choisit le camp des exploités. Un syndicat horizontal et démocratique.

Une belle occasion pour se syndiquer !

Quel meilleur moment que la journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses pour se syndiquer ! Face à un patronat rapace qui cherche à maximiser ses profits au détriments de nos salaires et à un gouvernement qui lui est acquis, il y a urgence à s'organiser pour être plus fort-es ensemble. **Pour nous rejoindre :**



Ce 1^{er} mai et les jours d'après : construisons la riposte

Nous appelons à renforcer partout les collectifs, les sections syndicales, les caisses de grève, les liens entre luttes. La période impose de reprendre l'offensive. Il est temps de remettre la question du partage des richesses au cœur du débat public.

Parce que nous valons mieux que leur monde d'exploitation, de précarité et de destruction, nous choisissons de lutter. Ce 1^{er} mai, faisons entendre notre force collective. Et demain, continuons à la faire grandir. **Rejoignez les luttes. Rejoignez Solidaires.**